**[81:A:9]**

 **Affidavit d'opposition**

 [*no du dossier de la cour*]

 COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

 [*intitulé de l'instance*]

 AFFIDAVIT DE [*nom*]

 Je, soussigné, [*nom*], procureur exerçant dans la municipalité de [*nom*], DÉCLARE SOUS SERMENT :

1. Le présent affidavit est souscrit en opposition à une requête en vue d'obtenir le sursis d'une action sur compte que j'ai intentée contre l'intimée pour les services professionels que je lui ai rendus.

2. Je suis avocat et je pratique le droit dans le domaine de l'immigration. Aux fins du présent affidavit : je tiens pour véridiques les renseignements qui m'ont été communiqués par des tiers; quant aux autres renseignements, il me sont connus directement.

3. J'ai examiné l'affidavit de [*nom*] fait le [*date*]. La déposition de [*nom*] est correcte dans son ensemble, mais il passe sous silence certains faits. Je dois les rétablir.

4. [*Nom*], le président de [*dénomination sociale*] Ltée, à laquelle [*dénomination sociale*] Inc. a succédé, m'a demandé de m'occuper des questions d'immigration reliées à certains spectacles de théâtre montés par [*dénomination sociale*] Ltée. Ces services professionnels étaient rendus pour le compte de [*dénomination sociale*] Ltée et se trouvaient régis par une entente écrite - que je joins au présent affidavit comme pièce «A». Comme on peut le constater, cette entente écrite stipule un tarif préétabli pour l'obtention du permis de travail du personnel engagé par [*dénomination sociale*] Ltée et elle prévoit un autre tarif, plus élevé, pour l'obtention du statut d'immigrant reçu au profit des personnes qui le désirent.

5. [*Nom*] a quitté son emploi chez [*dénomination sociale*] Ltée. Il a acheté l'entreprise de spectacles en direct de cette société et il a constitué la société [*dénomination sociale*] Inc. Comme les spectacles se poursuivaient au même rythme qu'auparavant, j'ai commencé à fournir des services juridiques à [*dénomination sociale*] Inc. en matière d'immigration. Ces services ont été facturés selon les tarifs d'honoraires prévus à l'entente conclue antérieurement avec [*dénomination sociale*] Ltée. Entre le [*date*] et le [*date*], j'ai présenté des comptes conformément aux stipulations de cette entente écrite et [*dénomination sociale*] Inc. m'a payé les montants facturés.

6. Le [*date*], j'ai dîné avec [*nom*], un vice-président nouvellement engagé par [*dénomination sociale* ] Inc. [*Nom*] m'a alors demandé de réduire mon tarif d'honoraires en matière d'immigration, me disant que d'autres avocats demandaient moins. J'ai répondu que ce tarif avait été convenu avec [*dénomination sociale* ] Ltée des années auparavant et que, si on devait le réviser, ce serait à la hausse et non à la baisse. Les choses en sont restées là.

7. Au cours des quatre mois qui ont suivi cet entretien, [*dénomination sociale*] Inc. ne m'a fait parvenir aucun dossier. J'ai tenté sans succès de rejoindre [*nom*], mais j'ai pu parler à [*nom*]. Il m'a réitéré que mon tarif d'honoraires était trop élevé, et il m'a demandé à nouveau de le réduire. Je lui ai répondu que je ne pouvais le faire. Je lui ai alors rappelé que la société me devait toujours une somme de ... $ sur des comptes que je lui avais présentés entre le [*date*] et le [*date*]. Il m'a répondu qu'il examinerait cela de plus près.

8. Au cours des trois mois suivants, j'ai téléphoné plusieurs fois à [*nom*] au sujet des comptes en souffrance. À chaque appel, [*nom*] me promettait que le règlement ne tarderait pas. Une fois, il m'a même dit que le «chèque était sur son bureau». Je n'ai toujours rien reçu à ce jour. Je continuais de travailler aux anciens dossiers, mais je n'en recevais pas de nouveau. [*Nom*] n'a jamais exprimé la moindre réserve sur le montant des comptes que j'avais déjà présentés. La discussion rapportée par [*nom*] au paragraphe 5 de son affidavit n'a jamais eu lieu.

9. Le [*date*], j'ai rencontré un avocat du cabinet [*nom du cabinet*] qui pratique dans le domaine de l'immigration. Il m'a appris que, depuis environ cinq mois, [*dénomination sociale*] Inc. lui confiait tous ses dossiers d'immigration. Une fois de plus, j'ai tenté sans succès de rejoindre [*nom*] au téléphone.

10. Le [*date*], j'en avais terminé avec tout le travail à effectuer dans les dossiers déjà ouverts et les comptes en souffrance s'élevaient à ... $. Comme il me semblait évident que je ne recevrais plus de mandat de la part de [*dénomination sociale*] Inc., j'ai établi des comptes pour tout le travail que j'avais effectué jusque là, et je les ai remis à [*dénomination sociale*] Inc. Cette remise a eu lieu le [*date*].

11. Je n'ai pris aucune mesure d'exécution pendant les trente jours qui ont suivi la remise des comptes. Au cours de cette période, personne chez [*dénomination sociale*] Inc. n'a même eu la courtoisie de me téléphoner. Le [*date*], j'ai demandé à l'avocat en matières contentieuses de mon cabinet d'intenter une action en recouvrement de tous les comptes en souffrance de [*dénomination sociale*] Inc.

12. Le [*date*], j'ai pris contact avec le bureau du liquidateur à [*lieu*]. J'ai été informé que les dates de liquidation les plus rapprochées se situaient au mois de [*date*]. Mon avocat m'a fait remarquer que je pourrais obtenir une date d'instruction à [*lieu*] dans les trois mois de l'inscription de mon action au rôle. En conséquence, mon différend avec [*dénomination sociale*] Inc. sera tranché plus rapidement si l'action que j'ai intentée suit son cours que si la liquidation demandée par la requérante est accordée.

DÉCLARÉ SOUS SERMENT, etc.